

George Beebe : l'OTAN a perdu l'Ukraine, l'Europe se prépare à la guerre

George Beebe est l'ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA et occupe actuellement le poste de directeur de la grande stratégie au Quincy Institute. Beebe évoque la panique en Europe alors que la guerre par procuration est perdue, et explique pourquoi ils pourraient provoquer une guerre directe avec la Russie. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Aujourd'hui, nous recevons George Beebe, ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA, et aujourd'hui directeur de la grande stratégie au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Merci de revenir dans l'émission.

#George Beebe

Merci de m'avoir invité. C'est toujours un plaisir. Merci.

#Glenn

Alors, encore une fois, j'attendais avec impatience votre analyse sur tout cela. D'abord, il semble au moins que l'Ukraine ait atteint un point très critique. Et en même temps, on entend beaucoup de déclarations, surtout de la part des dirigeants européens, presque tous à l'unisson. Ils disent, ou plutôt ils soutiennent, que la guerre arrive, qu'il faut se préparer à une guerre avec la Russie. Et on sent évidemment la panique dans l'air. Je me demandais donc comment vous évaluez cette situation. Est-ce qu'ils se préparent vraiment à une guerre avec la Russie ? Parce que moi, je ne vois pas qu'ils en aient les capacités. Comme le dit le Premier ministre slovaque, les dirigeants européens détournent aujourd'hui l'attention de leurs propres échecs sur le plan intérieur. Mais il affirme aussi qu'ils provoquent une guerre avec la Russie. Alors, comment interprétez-vous tout ce nouveau bruit qui nous parvient ?

#George Beebe

Eh bien, ce n'est pas facile à comprendre, parce que malheureusement, tout cela n'a pas beaucoup de sens. Ce qui se passe n'est pas très rationnel. Je pense qu'il y a, en partie, une forme de panique face à l'évolution des événements dans la guerre en Ukraine. Beaucoup de dirigeants occidentaux, beaucoup de médias occidentaux ont essayé de présenter les choses ainsi : c'est une guerre que les Russes sont en train de perdre, qu'ils finiront par perdre, et ils subiront une soi-disant défaite stratégique. Mais à mesure que les événements sur le terrain montrent de plus en plus clairement que ce récit n'est pas exact, que ce n'est pas ainsi que les choses évoluent.

En réalité, les Ukrainiens subissent une pression croissante sur le champ de bataille. Au sol, mais plus encore dans les airs. Je pense que les dirigeants occidentaux commencent à paniquer. Ils paniquent, d'une part, à cause des conséquences possibles d'une défaite ukrainienne. Mais ils commencent aussi à paniquer sur le plan politique, parce que la politique qu'ils mènent envers la Russie et en matière de sécurité européenne depuis de très nombreuses années est en train de se révéler être un échec. Et je ne pense pas qu'ils veuillent être tenus responsables de cet échec. Ils veulent le fuir, ou l'éviter d'une manière ou d'une autre.

Et je pense qu'une partie de cet échec s'exprime dans les urnes. Nous avons vu une série d'élections en Allemagne qui, selon moi, indiquent sans ambiguïté que beaucoup, beaucoup d'Allemands ne sont pas satisfaits de la politique du gouvernement à l'égard de la Russie, de l'Ukraine, de la sécurité européenne et des questions connexes. Et je pense que cette tendance est aujourd'hui incontestable dans une grande partie de l'Europe. Toutes ces choses se conjuguent donc, je pense, pour créer une sorte d'hystérie. On peut l'analyser, mais il est très difficile d'y trouver beaucoup de sens, parce que je pense que c'est largement émotionnel.

#Glenn

Eh bien, oui. Si c'est émotionnel, ou s'ils cherchent à détourner l'attention, si cela ne reflète pas fidèlement leurs intentions quant à ce qu'ils vont faire, encore une fois, nous ne pouvons pas lire dans leurs pensées. Mais, là encore, je suis un peu préoccupé par le fait qu'ils semblent tous se mettre soudainement à dire toutes ces choses en même temps. Cela paraît très coordonné. Je parlais avec Alastair Crooke. Il faisait remarquer ceci : pourquoi tous ces dirigeants européens ont-ils commencé à apparaître en tenue militaire, tous au même moment ? De toute évidence, il y a une coordination dans le message. Mais si l'on ne s'intéresse pas aux intentions et qu'on regarde plutôt les capacités, comment évaluez-vous ce que les Européens peuvent accomplir ? Quelles ressources peuvent-ils mobiliser, et dans quel but ? Quelles sont leurs limites, au juste ?

#George Beebe

Eh bien, je pense qu'ils ont beaucoup de limites. D'un point de vue militaire conventionnel, si l'on part du principe qu'une guerre avec la Russie ne deviendrait pas nucléaire — ce qui, à mon avis, est en réalité une hypothèse hasardeuse — mais admettons-le pour les besoins de la discussion : les Européens ne disposent pas de nombreuses forces terrestres. En termes d'effectifs, ils sont

largement inférieurs, si l'on compare la taille de leurs armées à celle de la Russie. Ils présentent d'importantes lacunes dans leurs capacités militaires conventionnelles. Ils se sont très largement appuyés sur les États-Unis pour le soutien logistique, par exemple pour le transport. Ils manquent de nombreuses capacités propres à l'Europe dans ce domaine.

Donc, parvenir jusqu'au champ de bataille pose un énorme problème. Ils font face à de très graves difficultés en matière de défense aérienne. Cela reflète en partie les guerres qui se sont déroulées, à la fois en Ukraine et au Moyen-Orient, et qui ont consommé énormément de moyens de défense aérienne. Et, dans les circonstances actuelles, l'Europe n'est pas vraiment en mesure de défendre efficacement son espace aérien. Du point de vue militaire conventionnel, ils sont donc en difficulté. Du point de vue du renseignement aussi, ils sont en difficulté. Ils dépendent largement des États-Unis, en particulier de leurs capacités techniques pour le renseignement sur le champ de bataille et pour les capacités de ciblage.

Donc, vous savez, il faut se demander si s'engager dans une guerre conventionnelle en Europe contre la Russie se passerait bien, en partant du principe que les États-Unis resteraient à l'écart. Si l'on part du principe que les États-Unis ne resteraient pas à l'écart, alors on parle d'un conflit qui serait presque certainement nucléaire. Il serait court et extrêmement destructeur. Et, dans ce genre de situation, il n'y aurait aucun gagnant. Donc, d'un point de vue purement militaire, il est très irrationnel que les dirigeants européens attisent une hystérie guerrière et essaient de préparer les opinions publiques européennes à faire la guerre à la Russie. Cette guerre ne se passerait pas bien. Les Européens devraient plutôt être prêts à prendre des mesures extrêmes pour l'éviter, et non pour l'encourager.

Et il y a, bien sûr, un grand danger : que cette rhétorique échappe à tout contrôle et qu'elle accélère, dans une certaine mesure, un conflit que, je pense, aucune des deux parties ne souhaite réellement. Les Russes ne vont certainement pas déclencher un conflit direct avec un État de l'OTAN. C'est quelque chose qu'ils voudraient éviter, et qu'ils ont essayé d'éviter. Si l'on regarde la manière dont ils ont mené le conflit en Ukraine, ils ont cherché à vaincre les Ukrainiens tout en réduisant au minimum les risques que cette guerre ne s'étende en un conflit direct avec l'OTAN. Donc, l'idée que les Russes sont sur le point d'attaquer et que l'Europe doit s'y préparer est, à mon avis, tout simplement fausse.

Et je trouve intéressant que les responsables estoniens, à quelques exceptions près, aient commencé ces dernières semaines à freiner cette rhétorique. Ils commencent à dire : « Attendez une minute, ça commence à aller un peu trop loin. Ce n'est pas comme si l'armée russe était sur le point d'envahir le pays. Je pense que nous devons tous nous calmer un peu. » Et je pense que cela reflète à quel point les États qui se retrouveraient en première ligne d'un tel conflit s'en sortiraient mal. C'est aussi pour cela, à mon avis, qu'ils ne veulent pas voir cela se produire : que l'escalade verbale se transforme en une véritable escalade, puis en un conflit direct.

#Glenn

Oui. Eh bien, concernant les États de première ligne, je pense que, comme on l'a vu pendant la guerre froide, être un État de première ligne pour les États-Unis n'était pas une mauvaise position. Vous aviez des accords commerciaux très avantageux, une aide militaire. Je veux dire, en temps de paix, ce n'est pas si mal d'être un État de première ligne. Je pense qu'en temps de guerre, comme on le voit aujourd'hui, cela peut devenir problématique. Je suis sûr que beaucoup, dans les États baltes, regardent du côté des États du Golfe en se disant : « Ah, donc on pourrait être sacrifiés dans le but d'éliminer ce rival. » Il y a donc sûrement des inquiétudes à ce sujet, non seulement dans les États baltes, mais aussi en Pologne, où ils ne veulent pas devenir la prochaine Ukraine, les nouveaux Ukrainiens à sacrifier.

Mais ce qui manque aussi à ce discours belliciste, je suppose, c'est leur vision de ce à quoi ressemblerait la guerre. Parce qu'on a l'impression qu'ils imaginent peut-être un scénario idéal, où les Européens contribueraient avec quelques opérateurs allemands sur le terrain, et où ils auraient un accord avec la Russie : nous pourrions encore frapper les Russes, mais eux ne pourraient pas toucher nos territoires. Et je suppose que la réponse des Russes, comme vous l'avez dit — du moins celle de Lavrov, que nous avons entendue — serait : « Nous ne voulons pas de guerre avec les Européens. Nous n'en avons aucune intention. Mais si vous nous attaquez, ce sera une guerre très courte. » Ce qui laisse entendre qu'ils ne vont pas s'engager dans une guerre d'usure, dans les tranchées, mais qu'ils s'en prendront aux villes, ou à quelque chose de plus important. Oui. Mais voyez-vous une porte de sortie, alors ? Où tout cela mène-t-il ? Je veux dire, sur le plan diplomatique, cela semble plutôt pessimiste. Mais encore une fois, ils ne font pas tout au grand jour.

#George Beebe

Eh bien, il existe de nombreuses portes de sortie, si des esprits plus calmes l'emportent dans cette situation. Malheureusement, pour l'instant, je ne vois pas beaucoup de rationalité ni de sang-froid du côté de l'Occident. Je pense qu'on continue de croire, par exemple, que la Russie devrait rester passive pendant que l'Europe et les États-Unis fournissent à l'Ukraine à la fois les données de ciblage et les moyens militaires concrets — les drones et les composants de missiles — pour frapper en profondeur le territoire russe, puis disent aux Russes : « Et au fait, vous ne pouvez rien y faire. Vous devez simplement reconnaître que vous êtes l'agresseur, ici. Vous méritez ces frappes en profondeur sur le territoire russe. »

Et vous n'avez pas le droit de faire quoi que ce soit contre l'Europe en réponse à cette situation. Évidemment, les Russes ne voient pas les choses ainsi. Ils cherchent à comprendre comment, entre guillemets, « rétablir la dissuasion ». Comment faire comprendre à l'Occident qu'il n'est pas à l'abri de représailles, dans une situation où il utilise de plus en plus l'Ukraine pour frapper en profondeur sur le territoire russe, contre diverses cibles économiques et stratégiques. Je pense donc que nous sommes dans une situation où, si nous voulons trouver une porte de sortie, ce ne sera pas une porte de sortie dans laquelle l'Occident dira à la Russie : « Vous devez simplement arrêter d'attaquer l'Ukraine, et ensuite tout ira bien. »

La position de l'Occident, en ce moment, c'est d'obtenir un cessez-le-feu qui priverait la Russie des avantages qu'elle a sur le champ de bataille. Cela permettrait à l'Ukraine de se réarmer, de reconstituer ses effectifs militaires, puis de retourner sur le champ de bataille, à un moment donné, avec un handicap moindre face à la Russie. Les Russes ne vont tout simplement pas accepter cela. Ils n'ont absolument aucune raison rationnelle d'accepter une telle situation. Ce que disent les Russes, c'est que si vous voulez mettre fin à ces frappes, si vous voulez changer la situation sur le champ de bataille pour que l'Ukraine ne souffre plus comme elle souffre aujourd'hui, il faut parvenir à un accord de paix global, qui traite ce que les Russes appellent les causes profondes de la guerre. Jusqu'à présent, l'Occident n'a pas été disposé à le faire. On parle toujours soit d'un cessez-le-feu général, soit d'une forme quelconque de cessez-le-feu sectoriel.

Et ça ne mène nulle part. Et plus nous persistons dans cette voie, plus nous refusons d'aborder les grandes questions de sécurité européenne que les Russes considèrent comme centrales dans cette guerre, plus nous verrons cette guerre continuer de s'intensifier. Nous sommes dans un cycle d'escalade. Et cela dure depuis longtemps. Contrairement aux espoirs exprimés publiquement par le président Trump il y a quelques semaines, lorsqu'il a dit : « Oui, nous sommes dans une escalade. Nous espérons que cette escalade mènera à la paix. » Ce n'est pas la direction que prend ce cycle d'escalade. C'est une escalade qui ne conduit pas à la désescalade. Elle mène à des combats militaires encore plus intenses, à davantage de destruction. Et elle pourrait continuer à s'étendre, à la fois horizontalement et verticalement, à moins que nous ne nous engagions sérieusement en faveur d'un accord de paix global. Et plus vite nous le ferons, mieux ce sera.

#Glenn

Oui, j'ai vu certains des discours prononcés à l'ONU. Par exemple, le président finlandais fait ce genre de déclarations : « Russie, mettez fin à cette guerre. C'est horrible. » Mais ils ne disent jamais ce qu'ils vont faire, eux. Et tout repose en quelque sorte sur leur idée que la Russie a simplement envahi l'Ukraine, vous savez, sans provocation. Et que si elle part, alors la guerre est terminée. Mais ils ne veulent pas discuter de ce que dit la Russie, à savoir les causes profondes : ils ne peuvent pas accepter l'OTAN en Ukraine, et ils n'accepteront pas non plus cette dérussification de la population ukrainienne. C'est donc très étrange de voir ces efforts, parce qu'ils disent : « Vous savez, nous essayons vraiment de mettre fin à la guerre. Nous ferons n'importe quoi, sauf discuter des préoccupations de la Russie. » C'est ça.

#George Beebe

Et beaucoup de ces questions sont, à mon avis... si vous demandiez vraiment aux Européens, dans des moments de franchise : ne pensez-vous pas que les droits des minorités linguistiques et religieuses doivent être respectés ? Vous parlez d'intégrer l'Ukraine à l'Union européenne. Ses pratiques dans ces domaines ne devraient-elles pas être conformes aux normes de l'Union européenne ? Ils répondraient : « Eh bien, oui. » Ils ne veulent simplement pas le dire. Ils ne le

diront pas publiquement. Ils ne donneront pas à la Russie le moindre signe qu'ils sont disposés à discuter de cette question. Ils réclament un cessez-le-feu sans conditions. Les Russes veulent savoir : pendant ce cessez-le-feu, continuez-vous à armer l'Ukraine ? L'Ukraine continue-t-elle à se préparer à reprendre le conflit une fois le cessez-le-feu terminé ?

Êtes-vous prêts à envisager une situation où, en cas de cessez-le-feu, les deux camps ne recevraient pas d'aide extérieure pour renforcer leurs armées ? Et je pense que la réponse de l'Occident, c'est : eh bien non, nous ne sommes pas prêts à le faire. Donc, à l'heure actuelle, nous ne cherchons pas vraiment sérieusement à mettre fin à cette guerre. Nous ne prenons pas vraiment le taureau par les cornes. Nous ne nous attaquons pas aux questions auxquelles nous devons nous attaquer si nous voulons parvenir à une paix de compromis. L'Ukraine et l'Occident vont devoir faire des concessions. Les Russes vont aussi devoir en faire. Quelles sont-elles, au juste ? Pour l'instant, nous ne sommes pas vraiment prêts à nous confronter sérieusement à ce compromis.

#Glenn

Oui, la ligne, semble-t-il, c'est de dire : « Nous voulons un cessez-le-feu sans condition. » C'est ce que disent les Européens. Et ensuite, nous pourrions discuter d'un règlement politique. Mais d'abord, il faut faire taire les armes. Sauf qu'ils ne veulent pas discuter maintenant, alors ils continuent de boycotter la diplomatie. Ils n'accepteront de parler qu'une fois le cessez-le-feu en place.

#George Beebe

Oui, bien sûr. Faites-nous confiance. Faites-nous confiance, et on en discutera. Peut-être qu'on fera une concession. Mais en attendant, la Russie, vous devez renoncer à vos avantages sur le champ de bataille. Oui.

#Glenn

Mais ça, c'était Minsk, j'ai l'impression. Au moins, à Minsk, il y avait un accord. Mais je voulais vous interroger sur un possible retour à l'Alaska. Les Russes ne semblent plus dire que ce soit possible, que l'esprit d'Anchorage est mort. Mais la dernière fois — ou peut-être la fois précédente où je vous ai parlé — vous disiez soupçonner que l'un des accords conclus en Alaska, l'une des concessions faites aux Russes, était la suivante : oui, la Russie obtient le Donbass, mais on gèle le front dans les régions de Kherson et de Zaporijjia, puis on en fait tout simplement les nouvelles frontières administratives.

J'ai parlé au professeur John Mearsheimer, qui a dîné avec Sergueï Lavrov à Moscou. Et il disait que, bon, c'était plus ou moins ça. Donc, il semble que... Eh bien, je pense qu'il y avait de bonnes raisons derrière cette rhétorique. On a beaucoup entendu les Russes dire qu'il fallait se retirer du Donbass, mais ils n'ont pas fait référence aux deux autres oblasts. Mais pensez-vous que les bases de l'accord sont toujours sur la table ? Ou pensez-vous que les Russes jugeront nécessaire d'augmenter leurs

exigences, pour diverses raisons ? Ils pourraient vouloir prévoir que l'OTAN et l'Ukraine reconnaissent quelque chose d'important, au cas où elles ne respecteraient pas leurs engagements, afin de ne pas se faire avoir.

#George Beebe

Eh bien, je ferais deux ou trois remarques à ce sujet. Je pense que, du point de vue russe, à l'issue des discussions d'Anchorage, les États-Unis avaient proposé un compromis. La Russie avait accepté ce compromis. Les États-Unis devaient ensuite traiter avec l'Ukraine et les alliés de l'OTAN pour obtenir l'autre partie de l'accord. Et je pense que les Russes s'attendaient à ce que les États-Unis exercent une forte pression sur l'Ukraine pour qu'elle accepte l'accord. Et cela ne s'est pas produit. En réalité, l'Europe et l'Ukraine ont exercé beaucoup de pression sur les États-Unis pour qu'ils n'acceptent pas cet accord, et pour qu'ils ne se retirent pas du territoire qu'ils contrôlaient dans le Donetsk, mais que la Russie revendiquait. Et, finalement, il est devenu clair que les États-Unis n'étaient pas disposés à exercer ce type de pression sur les Ukrainiens. Et mon impression, c'est que la Maison-Blanche n'aimait pas, sur le plan politique, l'image que cela aurait donnée : tordre le bras à l'Ukraine pour qu'elle cède du territoire.

On avait le sentiment que, politiquement, cela lui vaudrait ensuite beaucoup de reproches. Certains diraient que nous avons abandonné l'Ukraine, abandonné nos alliés de l'OTAN, et mis tout le monde en danger en « apaisant » la Russie. Et je pense qu'au-delà de cette crainte politique, il y avait aussi une raison pratique. Au bout du compte, je pense que la Maison-Blanche a reconnu qu'elle devait obtenir l'accord d'institutions comme le Sénat américain. Si l'on voulait ratifier des accords, l'idée était, je pense, qu'il faudrait une ratification par le Sénat pour mettre un terme, d'une manière ou d'une autre, à l'élargissement de l'OTAN. Je pense que les Russes voulaient un engagement juridiquement contraignant, et pas seulement un accord conclu d'une poignée de main. Et l'une des meilleures façons d'y parvenir aurait été, je pense, d'obtenir l'approbation du Sénat. Je pense aussi que nous allions prendre certains engagements de sécurité envers l'Ukraine, qui auraient nécessité l'accord du Sénat.

Et cela n'avait guère de chances d'arriver, à moins que les Ukrainiens eux-mêmes, à moins que le président Zelensky et d'autres, ne viennent au Sénat américain pour dire : « Nous soutenons cet accord. Nous avons besoin de cet accord. S'il vous plaît, votez en sa faveur. » Or, cela n'avait aucune chance de se produire si les Ukrainiens refusaient les compromis qu'on leur demandait d'accepter dans cette proposition d'Anchorage. Donc, ce qui s'est passé depuis, je pense, c'est que les États-Unis se sont progressivement et tout simplement éloignés de cette proposition. Et l'expression la plus explicite de cela est venue de Marco Rubio, il y a quelques semaines, lorsqu'il a dit : « Oui, vous savez, Anchorage, c'est terminé. Il n'y avait pas d'accord. Oui, les Russes ont accepté certaines choses, mais pas l'Ukraine. Et si l'Ukraine n'accepte pas l'ensemble, la proposition, alors il n'y avait pas d'accord. »

Il a ensuite déclaré : « Donc, ce n'est plus une option. Nous avons besoin de nouvelles idées. » Eh bien, je pense que, concrètement, au lieu que les États-Unis fassent pression sur l'Ukraine pour qu'elle abandonne les parties restantes du Donbass qu'elle contrôle encore, c'est la Russie qui remplit ce rôle. Et elle le fait sur le champ de bataille. Elle exerce une pression extrême sur l'Ukraine, à la fois par la campagne aérienne stratégique en cours, qui continue de s'intensifier, mais aussi par les opérations au sol. Les Russes se rapprochent de plus en plus des deux dernières villes forteresses de la région de Donetsk : Kramatorsk et Sloviansk. Et il me semble que ce n'est qu'une question de temps. La question n'est pas de savoir si elles tomberont sous leur contrôle, mais quand.

Cela soulève, je pense, une question très profonde pour l'Ukraine. Doivent-ils attendre que ces villes tombent, croiser les doigts en espérant que les Russes continueront de respecter ce qu'ils avaient dit accepter à Anchorage, et qu'ils ne relèveront pas leurs exigences, comme vous l'avez suggéré ? Qu'ils ne formuleront pas davantage de demandes en raison de l'évolution de la situation sur le champ de bataille ? Ou bien doivent-ils anticiper ce qui les attend, utiliser le levier dont ils disposent encore et essayer de conclure un accord dès maintenant ? Je n'en connais pas la réponse. Je pense qu'il est très difficile de le savoir. C'est vraiment une décision politique que Zelensky va devoir prendre. A-t-il intérêt à conclure un accord maintenant et à dire au peuple ukrainien : « C'est le mieux que nous puissions obtenir. Nous devons mettre fin à cette guerre. »

Nous devons offrir au pays un avenir où nous pourrions rebâtir, reconstruire et guérir. Redevenir forts, avoir un État souverain, avec la perspective d'adhérer à l'Union européenne. Ou bien croise-t-il les doigts en espérant que les Russes feront preuve de retenue une fois leurs ambitions dans le Donbass réalisées ? Pour ma part, je pense qu'il est extrêmement risqué d'espérer que les Russes se retiendront sur le champ de bataille et qu'ils n'augmenteront pas leurs exigences une fois qu'ils contrôleront l'ensemble du Donbass. À ce moment-là, la situation sera différente. Les avantages des Russes sur le champ de bataille seront encore plus marqués. Et je pense qu'ils seront très tentés de prendre non seulement, par exemple, Zaporijjia et Kherson, mais même d'aller au-delà.

Parce qu'ils ont réalisé des avancées dans la région de Soumy, qu'ils pourraient très bien vouloir conserver. Et si vous avez Zaporijjia, vous savez, à ce stade, il n'est pas irréaliste de se dire : eh bien, Odessa... il y aurait un avantage énorme à la prendre. Donc, dans ces circonstances, je suis sûr qu'il y aura une tentation d'aller au-delà des conditions qu'ils avaient dit être prêts à accepter à Anchorage. Je ne voudrais pas faire de pronostic, dans un sens ou dans l'autre. Il y a aussi des raisons pour lesquelles les Russes pourraient vouloir s'arrêter. Mais, vous savez, là, on commence vraiment à jouer aux dés. Je pense que les Ukrainiens jouent aux dés dans la situation à laquelle ils font face en ce moment.

#Glenn

Oui, enfin, si j'étais russe, c'est peut-être ce que je penserais. Autrement dit, si vous ne pensez pas que l'OTAN va signer un accord, ou respecter cet accord, et que vous risquez de voir Odessa être

absorbée, ou passer sous le contrôle de l'OTAN à l'avenir, il serait plus logique de la prendre. Et vous n'auriez pas seulement la côte de la mer Noire. Vous retireriez aussi à l'Ukraine tous les territoires stratégiques qui pourraient encore finir entre les mains de l'OTAN. Mais le reste de l'Ukraine ne serait plus viable non plus. Elle ne pourrait donc plus être puissante. Oui, elle serait pleine d'instabilité pendant des décennies, mais au moins, ce ne serait pas un État de première ligne fort pour l'OTAN.

#George Beebe

Le danger, pour les Russes, c'est qu'un État ukrainien profondément instable poserait aussi des problèmes à la Russie. Les problèmes de sécurité qui se propageraient depuis un État ukrainien défaillant toucheraient la Russie autant que l'Europe. Et les Russes devront en tenir compte. De plus, dans un tel scénario, ils n'auraient pas résolu leur problème de sécurité plus large en Europe. Ils seraient toujours confrontés à une Europe qui se réarme, très hostile à la Russie, et qui risque fort de le rester dans ces circonstances, avec peu de perspectives de normalisation des relations avec les États-Unis.

La Russie aura donc, en substance, consolidé un front occidental très problématique, avec lequel elle devra vivre. Et ce front sera constamment exposé à des crises qui menaceront la Russie. Donc, je ne pense pas qu'il soit acquis qu'ils se disent simplement : « Prenons autant de territoire ukrainien que nous le voulons. Transformons le reste en un État croupion instable. » Ils en sont tout à fait capables. Mais je ne pense pas que ce soit leur plan A. Je pense que ce serait plutôt un plan B, auquel ils ne recourraient que s'ils estimaient qu'il n'y a vraiment aucune possibilité avec l'Occident.

#Glenn

Non, je suis d'accord. Et je pense que ce genre de solution serait horrible pour toutes les parties, y compris pour les Russes. Mais vous avez évoqué plus tôt cette possibilité : vont-ils, vous savez, parier sur le fait de prolonger un peu plus la guerre, en espérant que les Russes n'augmenteront pas davantage leurs exigences ? C'était essentiellement l'argument de Ioulia Mendel, l'ancienne porte-parole de Zelensky. Elle faisait valoir qu'ils se dirigent vers un suicide national, pour diverses raisons. Mais l'une d'elles, c'est précisément ce à quoi vous faites référence. Et là encore, la réponse de Zelensky a été de la sanctionner. Et l'Union européenne ne l'a même pas laissée entrer dans le bâtiment du Parlement, où elle avait été invitée à prendre la parole. Ce n'est pas de bon augure. Ça ne donne pas une bonne image. — Non, en effet. Non.

#George Beebe

C'est un problème, parce qu'il n'y a pas de véritable débat sur ce sujet dans la société ukrainienne. Et il n'y en a pas non plus en Russie, ni même vraiment en Occident. La guerre fait des choses terribles à la démocratie. Elle fait des choses terribles à la société libérale, au débat civilisé. Et c'est

vrai partout. Et plus votre pays est en guerre, plus vous êtes au cœur de cette guerre, plus la situation se dégrade. Mais cela rend plus difficile ce que j'appellerais, vous savez, un débat rationnel sur les options qui s'offrent à nous.

#Glenn

Eh bien, à votre avis, que pourrait-il se passer maintenant ? Encore une fois, je sais que vous n'êtes pas sur le front, en Ukraine. Mais si l'on regarde les différentes variables — l'armée, l'économie, la stabilité sociale, la stabilité politique, la capacité des Européens et des Américains à continuer de financer tout ça — vous avez vu ? J'ai l'impression qu'ils atteignent un point de rupture. D'un autre côté, je suis étonné. Je l'ai déjà pensé par le passé, mais ils continuent à tenir le coup. Donc, je me suis trompé là-dessus. On ne veut pas faire trop de prédictions, à moins qu'elles ne reposent sur quelque chose de solide. Mais selon vous, où en sommes-nous aujourd'hui ?

#George Beebe

Eh bien, je ne pense pas qu'on parviendra à un accord de paix cette année, vu la situation actuelle. Ce n'est pas impossible. Mais il faudrait, je pense, que l'Ukraine arrive à la conclusion qu'elle ferait mieux de conclure un accord maintenant, parce qu'elle sera alors dans une position encore pire. Et les conditions de l'accord lui seront bien plus défavorables si elle attend l'année prochaine. Mais je ne pense pas que ce soit le scénario le plus probable à l'heure actuelle. Ce n'est pas impossible, mais je ne parierais certainement pas là-dessus. Ils vont probablement vouloir voir, vous savez, comment ils s'en sortent pendant l'hiver. À quel point le froid sera rude. Quels dégâts la campagne aérienne russe causera. Puis ils réévalueront la situation au printemps. Oui. D'ici là, difficile de savoir si Kramatorsk et Sloviansk seront tombées. C'est imprévisible.

Ils pourraient tout à fait tomber cette année. Mais, encore une fois, si je devais parier là-dessus, je dirais que cela prendra probablement un peu plus de temps. Et nous allons sans doute nous retrouver dans une situation où l'Ukraine subira une pression bien plus forte au printemps prochain. Malheureusement, je pense que, d'ici là, le contexte politique en Occident aura changé. La France approche d'élections cet été, qui pourraient entraîner un changement très important sur le plan intérieur. Cela aurait des conséquences sur ses relations avec l'Ukraine et la Russie. Les États-Unis, eux, auront entre-temps connu les élections de mi-mandat, en novembre prochain. À l'heure actuelle, cela ne s'annonce pas bien pour le président Trump et le Parti républicain.

Ils seront donc probablement en position de faiblesse sur le plan intérieur. Et je pense que cela va encore davantage compromettre leur capacité à obtenir une avancée diplomatique l'année prochaine. L'Allemagne se trouve, je pense, dans une situation politique très instable. Nous pourrions aussi y voir des changements importants. Au Royaume-Uni, il existe clairement un profond fossé entre les partis au pouvoir et la population. Et je pense qu'il va s'accroître au cours de cette période. Tous ces éléments pourraient donc se combiner de manière imprévisible.

Une possibilité, ce serait que les Ukrainiens disent : « Mon oncle, vous savez, sur les plans économique, politique et militaire, ça ne se présente vraiment pas bien pour nous. Et nous devons sortir de cette situation, maintenant. » Mais il y a une autre possibilité. Dans ces circonstances, les gens paniquent. Ils envisagent l'échec de l'Ukraine, sa défaite, et ils passent en mode : « Il faut faire quelque chose. » Et, aux États-Unis, certaines voix réclament déjà précisément cela. « Instaurons une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine. » Ce qui entraînerait presque inévitablement un conflit direct entre l'Occident et la Russie, entre l'OTAN et la Russie. Et ce serait, je pense, désastreux pour toutes les parties concernées.

Eric Schmidt, l'ancien directeur général de Google, a publié une tribune dans le Washington Post il y a tout juste quelques semaines. À mon avis, il y décrivait de manière très juste et très franche la situation sur le champ de bataille ukrainien, qui est extrêmement critique. Il expliquait que la capacité de l'Ukraine à innover plus vite que la Russie — sur laquelle elle comptait avec l'aide de ses soutiens occidentaux — était entrée dans une phase où les Russes trouvaient concrètement des contre-mesures techniques. Ils développent leurs propres capacités pour surmonter les avantages que les Ukrainiens cherchaient à obtenir. Et, en fait, ils produisent des armes techniquement très performantes, mais à une échelle qui dépasse de très loin celle de l'Ukraine et de ses partenaires occidentaux. Mais au lieu de dire : « Bon, ça ne se passe pas bien », sa façon de réagir n'a pas été de dire : « Hé, concluons un accord. »

« Trouvons ici un règlement diplomatique qui préserve l'Ukraine. » Sa recette, c'était que l'Occident devait se mobiliser pour une guerre totale contre la Russie, passer réellement en mode de mobilisation militaire complète, et faire en sorte que l'Ukraine l'emporte et que la Russie subisse une défaite stratégique. Et malheureusement, je pense que ce sentiment n'est pas isolé. Beaucoup de gens, en Occident, vont plaider pour ce type de réponse. Et je pense que cela signifie que le moment dangereux que nous traversons ne concerne pas seulement l'Ukraine. Je pense que nous sommes tous confrontés à une menace réelle : celle que cette guerre s'aggrave, non seulement verticalement, mais aussi horizontalement, et entraîne l'Occident dans un conflit direct avec la Russie. Or, comme je l'ai dit plus tôt, ce n'est pas un conflit qui pourrait avoir des gagnants.

#Glenn

Eh bien, c'est l'une de mes principales inquiétudes sur ce sujet. On dirait que l'Ukraine se dirige, au minimum, vers une désintégration. Et une fois que cela arrive, il y a deux choix : soit conclure un accord, soit escalader de cette manière. C'est-à-dire aller directement à la guerre avec la Russie, quelles que soient les conséquences qu'ils imaginent. Mais comme vous l'avez dit, s'il n'y a aucune volonté de conclure un accord, alors ces propos insensés sur le fait d'aller à la guerre sans en avoir les capacités commencent, d'une certaine façon tordue, à avoir leur propre logique. Mais comme vous l'avez dit auparavant, je pense que les Européens, en particulier, se sont enfermés dans beaucoup de ces récits, vous voyez. C'est ma dernière question, parce qu'on se demande : «

Comment cette guerre a-t-elle commencé ? » On répond : « Eh bien, elle n'a pas été provoquée. » Et vers quoi se dirige-t-elle ? On part simplement du principe que la seule issue acceptable, c'est la défaite stratégique de la Russie.

Je me suis dit qu'il serait utile de me tourner vers quelqu'un qui avait peut-être vu venir une partie de tout ça. Je suis forcément tombé sur votre livre, puisque vous avez publié, en deux mille dix-neuf, « Le piège russe : comment notre guerre de l'ombre avec la Russie pourrait dégénérer en catastrophe nucléaire ». Donc, en quelque sorte, vous aviez identifié ce risque. Ce qui s'est passé trois ans plus tard n'est pas sorti de nulle part. Et les conséquences d'une telle guerre pourraient être tout à fait dévastatrices... enfin, elles pourraient éliminer toute vie sur Terre. Je me demandais donc si vous pourriez expliquer ce qui est, selon vous, l'argument central de ce livre. C'est peut-être un peu d'autopromotion, mais il me semble que c'est un ouvrage très important à connaître. J'essaie de dire que ce devrait être l'un des livres essentiels que nous devrions lire aujourd'hui.

#George Beebe

Eh bien, j'ai écrit ce livre comme un avertissement. Je l'ai appelé l'examen d'un échec à venir, quelque chose qui ne s'était pas encore produit : une autopsie préventive. Quand on fait une autopsie, on examine un cadavre et on se demande : « Que s'est-il passé ? Qu'est-ce qui a causé la mort ? » Une autopsie préventive, c'est anticiper un résultat, puis remonter le fil en se demandant : « Qu'est-ce qui pourrait produire ce type de résultat ? Que devons-nous faire pour l'éviter ? » Et je l'ai fait dans l'espoir que cette analyse ferait prendre conscience aux gens de la gravité de la situation, et nous amènerait à envisager différemment la possibilité d'un conflit avec la Russie, à changer de paradigme. Et le paradigme que j'ai proposé, c'était essentiellement le modèle en spirale : la manière dont des pays finissent par se retrouver dans des conflits qu'ils ne cherchent pas réellement.

Vous savez, un scénario du type de la Première Guerre mondiale, où toute une série de facteurs différents se conjuguent et finissent par produire une guerre dévastatrice entre grandes puissances, que, pourtant, aucune d'entre elles ne souhaitait vraiment. Le problème que j'ai posé dans le livre, c'est que nous partions du principe que nous faisons face à un problème de type Seconde Guerre mondiale : le cas d'un pays expansionniste, à la manière de l'Allemagne nazie, qui continue simplement à s'étendre jusqu'à rencontrer une résistance déterminée. Et la recette pour faire face à ce genre d'État agresseur, c'est, eh bien, davantage de dissuasion. Montrer à l'autre camp que vous êtes prêt à vous battre, prêt à résister ; que les bénéfices de l'agression seront très largement dépassés par les coûts, par le préjudice que cette agression causera à vos propres intérêts.

C'est cela qui crée la dissuasion. Et mon argument, c'était que l'Occident pense faire face, avec la Russie, à un problème de dissuasion, du type de celui posé par l'Allemagne nazie. En réalité, ce n'est pas le cas. Nous sommes confrontés à une spirale d'escalade, un problème du type de la Première Guerre mondiale. La seule manière d'éviter efficacement une spirale d'escalade comme celle de la Première Guerre mondiale, c'est la diplomatie. Il faut répondre à certaines préoccupations fondamentales des deux camps, aux perceptions que chacun a de l'agressivité de l'autre, et trouver

un compromis. Ainsi, on comprend où se situent les lignes rouges de chaque camp, et on comprend que chacun a intérêt à ne pas les franchir.

Mais ce paradigme est, je pense, tout aussi solidement établi aujourd'hui, malheureusement, qu'en deux mille dix-neuf, lorsque j'ai publié le livre. Et c'est un paradigme très tenace. Il est très difficile d'amener les gens à l'examiner, ne serait-ce qu'à y réfléchir. Pour beaucoup des raisons dont nous avons parlé dans une série d'entretiens que vous et moi avons réalisés, il y a très peu de volonté, ne serait-ce que de remettre en question l'idée que cette guerre n'a été absolument précédée d'aucune provocation. Que Poutine, comme Adolf Hitler, se serait réveillé un jour en se disant : « Cet État voisin devrait faire partie de mon pays, alors je vais tout simplement aller le prendre. »

C'est une situation bien plus complexe que ça. Mais ceux d'entre nous qui disent : « Hé, attendez une minute. Prenons du recul et comprenons qu'il y a de nombreux facteurs qui ont conduit à cette guerre, et que certains d'entre eux, vous savez, nous aurions pu et dû influencer », eh bien, il y a peu d'appétit pour cette démarche. Et ceux qui disent : « Non, il faut le faire », s'entendent répondre : « Oh, vous reprenez les éléments de langage de Poutine. Vous êtes, au fond, déloyal. » Et ça n'aide pas du tout la situation. Nous devons pouvoir prendre du recul et dire : « Attendez une minute. Notre remède de dissuasion pour traiter ce problème est en réalité en train d'aggraver l'état du patient. » Nous courons un grave danger : pas seulement celui d'un échec ukrainien, mais aussi celui d'un échec plus large de la sécurité européenne, qui nous met tous en danger. Et nous devons repenser ce que nous faisons.

#Glenn

Non, je pense que c'est une bonne idée — ou plutôt, un bon point. Parce qu'ici, vous avez en quelque sorte deux hypothèses qui s'opposent sur cette guerre. La première, c'est que oui, il s'agit d'un expansionnisme non provoqué de la Fédération de Russie. Et dans ce cas, quelle est la réponse ? Alors oui, la dissuasion a du sens. Nous avons davantage d'armes, nous augmentons les coûts par rapport aux bénéfices. C'est, en substance, ce que fait l'OTAN aujourd'hui. Mais si la deuxième hypothèse est correcte, c'est-à-dire si la Russie considère que l'OTAN provoque cette situation et qu'elle y voit une menace existentielle, alors chaque nouvelle arme envoyée, chaque discours belliciste, tout ce que nous présentons comme de la dissuasion, devient une escalade à laquelle les Russes doivent répondre.

J'ai simplement le sentiment que ce devrait être le débat central que l'Occident politique devrait avoir aujourd'hui. Laquelle des deux hypothèses est la bonne ? La première ou la deuxième ? Vers quoi les éléments de preuve nous orientent-ils ? Mais comme vous l'avez dit, nous n'avons même pas ces discussions. Parce que si vous dites : « En fait, la plupart des preuves pointent ici vers la deuxième hypothèse », alors on vous répond que vous sapez la première, que vous légitimez l'hypothèse russe, comme vous l'avez dit. Que vous reprenez les éléments de langage de Poutine ou du Kremlin. Donc, en substance, nous avons censuré le débat et nous nous sommes simplement mis d'accord pour dire que ce devait être la première hypothèse. Et maintenant, nous avançons vers la

guerre. Mais bref, oui, je pense que nous n'avons plus de temps, à moins que vous n'ayez quelques dernières réflexions.

#George Beebe

Non, non, on devrait sans doute s'arrêter avant de se déprimer encore davantage.

#Glenn

C'est souvent comme ça. Donc, eh bien, merci beaucoup. Je vous remercie d'avoir pris le temps. Très bien.

#George Beebe

C'était un plaisir de vous parler. Merci.